

« Engagement serein des éleveurs volailles dans une démarche de bien-être animal »

Récit d'expérience et synthèse des enseignements à retenir

Points clés sur l'organisation et le cadre

- Projet étalé dans le temps (recrutement des participants et cinq ateliers effectués entre l'été 2021 et l'hiver 22/23)
- Dispositif lourd mais très supportable pour l'équipe grâce à l'appui de quatre intervenants extérieurs (Thomas, Margaux, Cyril, Céline)
- Impossibilité de maintenir dans le temps l'engagement des participants, donc de faire cheminer ensemble éleveurs et citoyens
- Projet non central pour les partenaires du LIT mais important pour l'équipe

En quoi le regard de la société sur l'élevage est-il ou non un poids pour l'éleveur qui souhaite améliorer la prise en compte du bien-être animal dans son élevage? C'est la question à laquelle l'équipe du LIT Ouesterel a voulu répondre dans le cadre de son projet sur « l'engagement serein » des agriculteurs. Lancé en 2021, celui-ci s'inscrit dans la démarche plus large de promotion du bien-être animal à grande échelle sur laquelle travaille l'association : si les éleveurs sont contraints par le système dans lequel ils travaillent (contractualisation avec des acheteurs privés, des coopératives, demandes du marché, charges...), ils ont aussi une capacité d'engagement personnel. Elle ne peut suffire à « changer le système » mais elle peut être déterminante dans la mise en oeuvre des changements. D'où l'intérêt de comprendre les facteurs qui permettent de « l'activer » ou qui, au contraire, l'inhibent. Pour les partenaires du LIT, ce sujet n'est pas prioritaire car il ne peut aboutir à une solution technologique simple à mettre en oeuvre, susceptible d'engendrer un gain. Mais il est d'importance pour l'équipe, car il participe à l'identification des freins et leviers à prendre en compte pour améliorer le bien-être animal au niveau de la ferme.

Travailler à « la plus petite échelle possible »

Afin de répondre à ces questionnements, l'équipe du LIT a décidé d'examiner à « la plus petite échelle possible » (une quinzaine de personnes) la capacité des éleveurs et des citoyens à travailler ensemble sur la question du bien-être animal. En 2021, l'équipe est encore jeune dans sa compréhension du sujet et dans ses pratiques. Elle s'appuie donc sur des prestataires extérieurs pour conduire la démarche. Thomas, consultant, prépare, anime et restitue à l'écrit les ateliers. Il a en soutien deux conseillers de la chambre d'Agriculture, Cyril et Céline, ainsi que Morgane, en charge du projet pour le LIT. Margaux, dessinatrice, réalise quant à elle l'accompagnement graphique des séances de travail.

Le dispositif proposé par le consultant comprend cinq ateliers. Un premier vise à faire se rencontrer éleveurs et citoyens. Les deux ateliers suivants consistent en une mise à niveau des connaissances des participants. Le quatrième a pour objectif de co-construire des idées favorables à une meilleure prise en compte du bien-être animal, leur faisabilité étant testée auprès d'éleveurs lors d'un ultime atelier. D'emblée, l'équipe du LIT redoute la possible lourdeur du dispositif, qui requiert un investissement dans le temps des participants. Mais elle décide de faire confiance au consultant.

Le projet est mis en place sur la communauté de communes du pays d'Ancenis (CompA), l'un des territoires pilotes du LIT qui compte une soixantaine d'éleveurs de volailles. L'équipe veut travailler avec de « vrais gens », soit des éleveurs et des citoyens choisis sans passer par des tiers

susceptibles d'orienter les points de vue. Le recrutement des citoyens est d'abord effectué dans des lieux de passage à Ancenis entre fin août et mi-septembre 2021, via la distribution de flyers ou des animations de type « porteurs de parole ». Plutôt bien perçues malgré quelques mécompréhensions (le LIT est par exemple assimilé une fois à L214), ces opérations génèrent une centaine de contacts mais une seule personne décide finalement de venir aux ateliers. Face à cet échec, l'équipe recourt à la Compa pour l'aider : l'invitation aux ateliers est diffusée via les élus et les réseaux sociaux. Le recrutement des citoyens est finalisé grâce au bouche-à-oreille, qui fonctionne mais ramène dans le projet des citoyens habitant en dehors de la Compa.

En ce qui concerne les éleveurs, l'équipe s'appuie sur le conseiller de la chambre d'Agriculture, Cyril, qui les connaît tous et a leur confiance. Sur la trentaine identifiés comme potentiellement réceptifs à la problématique du bien-être animal, une quinzaine décline par manque d'intérêt pour la démarche. Au total, huit éleveurs répondent présents. Un chiffre faible, qui traduit la difficulté pour les éleveurs de parler bien-être animal dans un milieu non professionnel.

De même que le recrutement, l'organisation des réunions s'avère complexe. Le début de soirée apparaît comme le seul horaire où tout le monde peut se rendre disponible, mais c'est également un horaire qui contraint. Les réunions ont lieu après les journées de travail, parfois loin du domicile des participants. Dans les faits, le taux de participation aux ateliers n'est pas stable. Les citoyens, en particulier, ne s'investissent pas en longueur dans le projet. Au-delà de la question strictement matérielle, cette difficulté témoigne du fait que, s'ils jugent le bien-être animal important, le sujet n'est pas pour autant au cœur de leur vie, de leur préoccupation : ce n'est pas à eux de travailler dessus, mais aux éleveurs d'agir. Dès lors, se remobiliser après une journée de travail sur un sujet où ils estiment ne pas avoir la main apparaît compliqué.

Atelier n° 1 : se rencontrer

Le premier atelier se tient finalement le 16 octobre 2021. L'objectif est clair : créer un climat de confiance entre citoyens et éleveurs, un préalable indispensable pour envisager ultérieurement une co-construction d'idées autour d'une meilleure prise en compte du bien-être animal dans les élevages.

Pour ce faire, l'équipe choisit le format du World café. Les 15 participants échangent d'abord en binôme (un éleveur, un citoyen). Jugé essentiel par l'équipe, ce temps de discussion permet de « briser la glace ». Car à la surprise du LIT, les éleveurs, réellement inquiets de la nature des échanges auxquels ils sont conviés, entrent dans le dispositif sur la défensive. Après ce premier temps de partage, les participants se répartissent en trois groupes mêlant éleveurs et citoyens. Trois activités tournantes leur sont proposées : un atelier « porteur » pour travailler sur l'intérêt des uns et des autres pour le bien-être animal, un atelier « cible » pour réfléchir sur ce qu'est l'élevage, une volaille, le bien-être animal, et un atelier « fresque » où il s'agit de commenter une fresque élaborée au préalable par l'équipe du LIT.

Plus que les réponses aux questions ou les commentaires suscités par la fresque, c'est bien le dialogue pacifique qui s'instaure entre éleveurs et participants que l'équipe retient de cet atelier. Oui, lorsque le cadre est bienveillant et dépassionné, les éleveurs et les citoyens peuvent se parler et apprécient d'échanger : « les éleveurs sont devenus plus sereins, les citoyens étaient hyper contents ». La controverse n'est pas au rendez-vous, ce n'est pas ce que les citoyens attendent. Un bémol toutefois, les échanges ont lieu surtout dans un sens, des éleveurs vers les citoyens : les premiers expliquent comment ils travaillent, les seconds écoutent et questionnent. Une posture dont les éleveurs n'arriveront pas réellement à se départir dans les ateliers suivants.

Atelier n°2 : renforcer les connaissances des participants

Un mois plus tard, le 10 novembre, est organisé le deuxième atelier qui rassemble 13 participants. Les quelques éleveurs présents sont plus détendus : les échanges de l'atelier précédent ont fait tomber des barrières.

L'objectif est cette fois de monter le niveau de connaissances des participants, en particulier au sein des citoyens, afin que des échanges constructifs puissent avoir lieu entre les deux populations. Pour l'équipe, notamment le consultant, participer à un débat sur le bien-être animal

et les conditions d'élevage sans être armé d'un minimum de connaissances sur le sujet est un point bloquant. Or les échanges de la mi-octobre ont confirmé l'importante distance existant entre la réalité des élevages et la représentation que les citoyens en ont. Des connaissances simples (qu'est-ce qu'une volaille ? De quoi se nourrit-elle?...) sont donc mises à disposition des participants qui se les approprient par deux jeux de plaidoirie. L'un porte sur la place de l'élevage dans la société, l'autre sur la relation homme/animal. A chaque fois, deux groupes s'affrontent. Sur la place de l'élevage, le camp des « optimistes » (les consommateurs) défend la reconnaissance par le citoyen de la nécessité de l'élevage. Les « pessimistes » (les éleveurs) attaquent le détournement de l'élevage et le véganisme. Concernant la relation homme/animal, les « optimistes » plaident pour un lien fort entre les deux entités (« l'éleveur va bien si ses poulets vont bien ») tandis que le camp des pessimistes estime que ce lien n'existe pas. Sur les deux thèmes, des séances de témoignages viennent alimenter la réflexion des participants, amenant certains à « changer de camp ». Les deux « plaidoiries » se terminent par la formulation, au sein de chaque groupe, d'une position et d'une question. Ces dernières portent sur :

- le coût réel d'une volaille élevée en respectant son bien-être tel que le conçoit le consommateur,
- l'évolution de la société, des jeunes et de la consommation,
- ce qu'est réellement le bien-être animal
- la perception par l'homme de la réalité de ce bien-être animal.

Dans cet atelier comme dans les autres, c'est bien le jeu des interactions entre les participants qui intéresse l'équipe du LIT, plutôt que le résultat des discussions. A l'issue, l'équipe constate que les consommateurs ont appris davantage des éleveurs. Ces derniers sont restés dans une position de « sachants ». Les éleveurs, qui n'ont pas tous les mêmes parcours et par conséquent pas tous la même vision de la relation de l'homme à l'animal ou du bien-être animal, auraient pu travailler sur leurs différences de points de vue. Mais ils ont évité le sujet. Les animateurs perçoivent dans cette frilosité à débattre un souci de protection qu'ils observent dans d'autres dispositifs : un front désuni pourrait susciter de nouvelles questions ou exigences chez le consommateur. Certes, les échanges se déroulent dans la bienveillance, mais une forme de prudence reste de mise. Malgré tout, le dispositif leur donne suffisamment confiance pour qu'ils en viennent à réfléchir « comme des citoyens » avec les citoyens sur la place de l'élevage dans la société. A ce stade, les ateliers confirment en tout cas qu'il est possible de faire réfléchir ensemble les deux partis, sous réserve que le cadre s'y prête.

Si le fond des débats a moins d'importance que la nature des échanges, ce sont néanmoins les questions posées en fin de séance qui servent de base à l'atelier suivant. Celui-ci vise à approfondir les connaissances des participants sur les sujets qui demeurent en question.

Atelier n°3 : approfondissement des connaissances

Organisé le 29 novembre, le troisième atelier compte 22 participants, principalement des éleveurs. Temps de trajet et longueur des ateliers démotivent les consommateurs qui ne sont plus que trois. A l'inverse, les éleveurs, venus nombreux, sont ravis du format de l'atelier. Toujours dans le but d'aboutir à une construction « éclairée » de solutions, il s'agit de poursuivre le travail de montée en connaissances, cela avec l'appui de trois spécialistes : Aurélie Warin, éthologue, Anne-Sophie Guillard, consultante en agroalimentaire, et Aymeric Le Lay, ingénieur au service économique de l'Itavi.

Un temps d'échange et de débats avec les participants suit les présentations formelles des spécialistes, en lien avec les questions posées. La possibilité d'échanger avec des experts fait partie des attentes des éleveurs vis-à-vis de la démarche entreprise par le LIT et contribue à crédibiliser à leurs yeux tant le dispositif que l'association. Informés des souhaits de l'équipe, les experts sont pour leur part venus avec l'envie de discuter avec des agriculteurs, et les échanges entre les deux catégories de professionnels sont très techniques. Conséquence, les consommateurs décrochent : le niveau des discussions n'est pas adapté à leurs besoins et certains n'osent pas poser leurs questions. Par ailleurs, bien que prévenus en amont des thèmes sur lesquels ils doivent intervenir, les experts ne répondent pas aux questions des citoyens, notamment parce qu'il n'existe pas toujours de réponse scientifique. Impossible par exemple pour eux de se prononcer sur l'impact du bien-être animal sur la qualité de la viande : il n'y a pas de certitude à ce sujet, les tests à l'aveugle auprès des consommateurs montrant plutôt une absence d'impact.

Plus globalement, les messages délivrés par les experts tendent à conforter les éleveurs dans la position qu'ils défendent plus ou moins consciemment depuis le début des ateliers, à savoir « je fais ce qu'il faut et je le fais bien » : dit autrement, ils respectent les exigences réglementaires et les cahiers des charges des acheteurs en vue de produire quelque chose que le consommateur achète et qui correspond donc à ses attentes. Les experts montrent par exemple la difficulté qu'il y aurait à valoriser un nouveau label bien-être animal - ou à monter le niveau des critères existants - compte tenu de la multiplicité des labels déjà présents. Ils évoquent également la méconnaissance qu'ont les consommateurs du travail effectué par les éleveurs, accentuée par des promotions parfois indécentes qui oblitèrent le travail à la ferme. Pour l'équipe, alors même que le changement n'a rien d'évident, ces propos ne sont pas de nature à donner aux éleveurs des clés pour se mettre en mouvement.

Au travers des échanges, ressort également la faiblesse des marges de manoeuvre dont disposent les éleveurs. Les citoyens s'étonnent ainsi que ces derniers ne connaissent pas leurs coûts de production. A juste titre, ils s'interrogent sur le niveau des surcoûts liés au bien-être animal puisque le coût des charges de base est inconnu des agriculteurs. Si cette méconnaissance apparaît aux citoyens comme une incongruité - pour ne pas dire une faute professionnelle -, elle traduit en réalité le caractère très intégré de la production de volailles, et la très faible latitude des éleveurs.

Atelier n° 4 : essai de co-construction

En raison de l'épidémie de grippe aviaire et du covid, le quatrième atelier se déroule plus tard que prévu, soit le 9 février 2022. Il n'attire que huit participants. Il s'agit pour cette avant-dernière séance de co-construire des propositions visant à améliorer la prise en compte du bien-être animal dans les élevages. Le travail se déroule en deux temps. Les participants réfléchissent d'abord individuellement aux deux questions posées par les animateurs :

- comment intéresser plus de monde au sujet du BEA en élevage ?
- comment valoriser les initiatives de BEA au niveau local, quel que soit le mode de production et quelle que soit la façon dont le poulet est consommé ?

Les idées sont ensuite mises en commun. Elles débouchent sur 35 pistes.

Dans un deuxième temps, les participants réfléchissent à des « scénarios idéaux » sur la base de « Dans notre région et avec notre génération on pourrait... » et « Ce serait fantastique si... ». Quatre actions concrètes émergent :

- Créer un événement annuel au niveau de la CompA où les éleveurs qui ont eu des initiatives en BEA dans l'année viennent présenter ce qu'ils ont fait (éventuel concours),
- Créer un événement type « fête du poulet d'Ancenis »,
- Créer des BD formatrices,
- Mettre en place des visites et des cours « de l'éleveur à l'assiette ».

Les participants imaginent ensuite la mise en oeuvre ces idées, et votent sur les propositions trouvées.

Produire 35 pistes de travail est en soi une réussite, sauf que ces pistes ne sont pas pleinement le fruit d'une co-construction entre éleveurs et citoyens. Elles émanent surtout de ces derniers. Pour l'équipe, deux facteurs expliquent la faible participation des éleveurs à cette phase du travail : la crainte déjà observée dans l'atelier 2 de « trop en dire », au risque de se voir imposer des actions qu'ils ne souhaitent pas mettre en oeuvre, et plus simplement, la difficulté à s'extraire du quotidien et à se projeter hors des contraintes connues. Sur ce dernier point, l'équipe estime rétrospectivement que d'autres méthodes auraient pu être employées pour favoriser l'idéation, tels que la projection en 2040 ou l'application à un élevage de dragons. Mais cette analyse résulte de l'expérience accumulée à la suite du projet.

Encore une fois, l'intérêt de l'atelier réside davantage pour l'équipe dans les processus à l'oeuvre lors des échanges que dans les résultats eux-mêmes, à savoir les 35 pistes de travail déclinées pour certaines en actions concrètes. Or l'exercice montre que la co-construction en direct entre éleveurs et citoyens est un challenge : les barrières du côté des éleveurs sont fortes et l'écart entre les deux mondes, professionnels d'un côté et consommateurs de l'autre, est difficile à combler. La montée en connaissances par des apports extérieurs n'a pas, au final, aidé au

dialogue. En deux séances de travail, les citoyens ne pouvaient pas acquérir un niveau de connaissances qui puissent les rendre « légitimes » par rapport aux éleveurs. Il apparaît au fond plus judicieux de prendre chacun pour ce qu'il est, et d'organiser le dialogue en différé.

Atelier n° 5 : 35 propositions à l'épreuve de la réalité des éleveurs

Le dispositif se conclut le 16 novembre 2022, soit plus d'un an après le démarrage du projet, par un cinquième atelier rassemblant uniquement des éleveurs de volailles. Seuls deux d'entre eux sur les sept présents ont participé aux réflexions préalables.

L'objectif est de faire réfléchir le groupe sur la pertinence des 35 propositions élaborées lors du quatrième atelier. Dans un premier temps, les éleveurs éliminent celles qui ne leur semblent pas pertinentes et « transfèrent à qui de droit » celles demandant une mise en oeuvre dépassant leur échelle. Restent 22 propositions. Ils sélectionnent celles qui les intéressent le plus, relevant d'une part d'« actions concrètes à mettre en oeuvre » et d'autre part de « moyens/manières de valoriser ces actions concrètes ». Ils travaillent ensuite en binôme ou trinôme sur les trois propositions d'actions les plus choisies et sur une « manière de les valoriser », cela en réfléchissant à l'impact de ces actions sur leur engagement dans une démarche de progrès, à leur évaluation et à leur faisabilité.

Les trois actions retenues tournent autour de rencontres avec la société ou les professionnels :

- organiser des visites d'élevage,
- organiser des rencontres entre les éleveurs, industriels et distributeurs pour parler investissement en bien-être animal,
- organiser des échanges entre les éleveurs ayant des pratiques spécifiques en bien-être animal et leurs collègues.

Les groupes présentent ensuite leurs plans d'actions, puis chaque participant se positionne sur la ou les actions qu'il souhaite entreprendre.

L'équipe attendait des participants une réflexion approfondie sur des actions susceptibles de les amener dans une démarche de progrès ainsi qu'un positionnement de leur part sur ces actions : les deux objectifs sont atteints. Au vu des conclusions, les réflexions menées dans le cadre du projet débouchent sur l'opération Fun Farm et la création d'un parcours sécurisé pour faciliter les visites d'élevage. Dans les faits toutefois, seuls quelques rares éleveurs se sont investis dans cette suite. Contrairement à ce qu'imaginait l'équipe du LIT, les professionnels présents n'étaient pas venus dans la perspective d'entamer un changement systémique sur leur élevage. La configuration même du projet, la difficulté à leur donner confiance pour qu'ils puissent aller plus loin, ne pouvait suffire à les amener sur ce chemin du changement.

Le projet a néanmoins atteint son but : aider le LIT à mieux comprendre la relation entre les éleveurs et la société. Il a montré qu'il est possible d'amener éleveurs et citoyens à échanger dès lors qu'un cadre bienveillant est posé. Mais ces échanges ne peuvent déboucher sur une co-construction en direct de solutions pour améliorer le bien-être animal, car les positions des uns et des autres sont trop dissymétriques (logique de revenus et professionnalisme chez les éleveurs, dilettantisme et consommation chez les citoyens).

Il apparaît possible, en revanche, de partager les idées des uns et des autres en différé, de manière à aider les éleveurs à imaginer de nouvelles approches, comme l'a montré le projet sur les bâtiments « porcs ».

Synthèse des enseignements

Sur la possibilité d'un dialogue :

- Il est possible de créer un climat bienveillant et dépassionné à même de permettre à des éleveurs et à des citoyens « lambda » de réfléchir ensemble sur le bien-être animal et l'élevage.
- Les éleveurs redoutent le dialogue avec les citoyens et ont besoin d'un cadre sécurisé pour se lancer.
- Les citoyens connaissent très mal le fonctionnement des élevages et sont avides d'un dialogue avec les éleveurs pour en savoir plus. L'échange direct entre citoyens et éleveurs apparaît comme une bonne façon de monter leur niveau de connaissances.
- Le contact direct entre éleveurs et citoyens, s'il est bien préparé, est de nature à améliorer la relation de la société à l'élevage.

Sur la relation au bien-être animal :

- L'implication des citoyens sur le bien-être animal est faible : leur imaginaire porte sur le « mal-être » des animaux, non sur leur bien-être qu'ils assimilent aux conditions d'élevage et notamment à l'accès à l'extérieur, seuls points perceptibles et objectivables. Dès lors, c'est pour eux surtout aux éleveurs de travailler ce sujet. Et il ne faut pas attendre d'eux un engagement fort et durable dans des projets autour de cette thématique.
- Pour les éleveurs, le bien-être animal se définit par la réglementation et l'état de santé de leurs animaux qui dit s'ils « vont bien ». A partir du moment où ces deux points sont satisfaits (réglementation respectée, bonne santé vérifiée), il leur est difficile de pousser la réflexion plus loin, particulièrement en présence de citoyens compte tenu des craintes que cela suscite. Leurs marges de manoeuvre apparaissent de toute façon faibles : ils se vivent plus ou moins comme l'un des maillons d'un système qui les dépasse, fondé sur des critères technico-économiques qu'ils estiment justifiés mais qui ne laissent pas de place à cette question du bien-être animal.
- Le bien-être animal apparaît au final comme un « impensé » de la société. Le sujet est mal connu des citoyens comme des éleveurs qui, en l'absence de critères clairs et de connaissances scientifiques, s'en font chacun leur propre représentation.

Sur la méthode :

- Un apport de connaissances théoriques n'est pas indispensable pour faire dialoguer citoyens et éleveurs et de toute façon, il ne favorise pas la co-construction : l'écart entre citoyens et éleveurs est trop grand pour être comblé de cette manière.
- La co-construction en direct entre éleveurs et citoyens est difficile, car une forme de méfiance subsiste de la part des éleveurs, même s'ils peuvent avoir été rassurés par ailleurs.
- Le dessin est un outil très utile pour conclure un atelier, en faire une synthèse aux participants sur le moment, mais il reste difficile à valoriser au-delà du projet.

PISTES D' ACTIONS POUR FACILITER UN ENGAGEMENT SEREIN DES ELEVEURS DE VOLAILLES DANS LA DEMARCHE DE BIEN-ETRE ANIMAL

VALORISER LES INITIATIVES EN BEA DES ELEVEURS (= montrer et expliquer tout ce qu'ils font déjà pour le bea)	Favoriser les initiatives en BEA des éleveurs (= motiver à faire plus qu'ils ne font aujourd'hui)
Organiser des visites de fermes avec les habitants	Faire un étiquetage bien-être animal qui permet aux consommateurs de pouvoir choisir sa volaille en fonction de son niveau de bien-être en amont
Organiser des visites de fermes avec les élèves	Mettre en valeur dans les supermarchés et magasins les produits issus de productions BEA en travaillant sur le rayonnage qui attirent les conso vers ces produits
Mettre en place un apéro-débat : suite à une visite de ferme, dégustation des produits issus de celle-ci et échange avec l'éleveur	Mettre en valeur dans les restaurants les produits issus de production BEA en les indiquant sur la carte des menus
Faire des vidéos/reportages sur site pour montrer les efforts en bea	Vendre en priorité les produits issus de productions BEA
Diffuser des images d'élevage où on voit des efforts en bea fait par les éleveurs	Favoriser les produits labélisés BEA (LR, etc) pour les restaurations et restaurations collectives
Créer une communication éducative : basée sur la positivité, des données sourcées et vulgarisées et soutenue par le sentiment de fierté des éleveurs	Crédibiliser auprès des éleveurs, par l'intervention de scientifiques, les bonnes pratiques à mettre en place
Inviter la presse locale lors d'investissement en bea	Créer des rencontres en éleveurs Bea+++ et éleveurs bea réglementaire
Faire des articles dans la presse locale lors d'initiatives ++ en ea	Organiser des concertations entre futurs éleveurs, éleveurs bea++ et administrateurs de communes
Créer un lieu d'échanges réguliers (en dehors de l'élevage) où les éleveurs viendraient parler aux consommateurs et aux industriels des efforts en bea qu'ils auraient fait	Mettre en place un concours annuel dans la CompA récompensant les meilleures initiatives en bea des éleveurs du territoire

Impliquer les EPCI dans la communication sur le bien-être animal	Faire des concours d'idées dans les écoles, tous niveau, pour le bea à soumettre aux éleveurs
Impliquer les grandes fédérations pour mettre en valeur les exploitations bea ++	Demander à des personnes influentes (célébrités...) de parler de l'importance du bea lors de leurs apparitions publiques
Impliquer les associations locales dans la mise en lumière du BEA	Verser des primes aux éleveurs innovants dans le BEA
Faire venir des éleveurs dans les supermarchés pour qu'ils expliquent aux consommateurs pourquoi leurs produits sont étiquetés A, B ou C en BEA	Faire subventionner les investissements en bea par des entreprises locales
Installer des panneaux dans les supermarchés qui expliquent pourquoi cette volaille est étiquetée A, B ou C en bien-être animal	Faire des partenariats entre les éleveurs bea ++ et les entreprises locales
Faire intervenir des éleveurs dans les cantines scolaires	Former davantage au bea dans les lycées agricoles (pour former des éleveurs + sensibiliser au bien-être de leurs animaux)
	Former les élèves au bea (pour avoir des futurs consommateurs + attentifs au mode d'élevage)
	Faire des applications à destination des éleveurs pour apprendre à mieux respecter le bea de leurs volailles
	Créer des BD formatrices sur le bien-être d'une volaille
	Créer un lieu (groupe facebook, plateforme collaborative) où éleveurs locaux indiquent des projets de bea et où habitants proposent leur aide aux éleveurs
	Mettre en place un service civique dans les élevages ayant mis en place/souhaitant mettre en place des projets en bien-être animal pour une aide au niveau main d'œuvre ou administratif